

MESSAGE N° 90 8 septembre 2003
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret portant
adhésion du canton de Fribourg à la convention
portant révision du concordat sur les entreprises
de sécurité

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret portant adhésion du canton de Fribourg à la convention portant révision du concordat sur les entreprises de sécurité.

1. GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Le concordat du 18 octobre 1996 sur les entreprises de sécurité est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1999. A ce jour, tous les cantons romands y ont adhéré.

Depuis son entrée en vigueur, les dispositions du concordat sont appliquées à satisfaction dans les cantons romands. Une Commission concordataire est chargée de régler l'application du concordat. Cette commission, après avoir veillé à l'harmonisation des dispositions cantonales d'application, a édicté un certain nombre de directives, notamment au sujet des examens concordataires (directives du 30 novembre 1998) et au sujet du test pour les chiens utilisés par des agents de sécurité (directives du 22 avril 1999). Elle a aussi veillé, par des directives interprétatives, à l'application harmonisée des dispositions du concordat dans les cantons parties.

- 1.2 En juin 2003, 197 entreprises de sécurité étaient autorisées à exercer dans les cantons concordataires et 5588 agents de sécurité à exercer au profit de ces entreprises; à cela s'ajoutent 448 autorisations délivrées à des agents de sécurité employés par des entreprises ayant leur siège dans des cantons non concordataires (cf. art. 10 du concordat). L'importance du volume des autorisations varie d'un canton à l'autre. Ainsi, pour ce qui est du nombre des entreprises autorisées, les cantons de Genève (82 autorisations), de Vaud (53 autorisations) et de Neuchâtel (30 autorisations) sont les cantons romands où la profession de chef d'entreprise de sécurité est la plus prisée.

Dans le canton de Fribourg, le nombre d'autorisations délivrées était de 11 pour les entreprises de sécurité, de 133 pour les agents de ces entreprises et de 106 pour les agents autorisés sur la base de l'article 10 du concordat.

- 1.3 Le concordat continue à répondre à une réelle nécessité; les buts qui avaient été assignés au concordat ont été remplis (cf. art 2 let. a). Le fait de pouvoir disposer, dans les cantons romands, de règles communes régissant le domaine de la sécurité privée a été vécu non seulement comme une expérience intercantonale intéressante; il a permis, pour les administrés, d'utiles simplifications administratives et, pour les autorités et les cantons concernés, d'évidentes économies en ce qui concerne le travail législatif et administratif nécessité par cette matière.

La collaboration des diverses autorités romandes compétentes a été d'emblée excellente et les chefs d'entreprises autorisés ont eux-mêmes reconnu l'utilité et la nécessité de pouvoir disposer de règles claires et uniformes en la matière.

2. LES OBJECTIFS ET LES TRAVAUX DE RÉVISION DU CONCORDAT

- 2.1 Depuis l'entrée en vigueur du concordat, la Commission concordataire veille à une application uniforme du concordat. Elle suit attentivement l'évolution du marché de la sécurité privée et a le souci d'adapter la législation aux réalités actuelles.

- 2.2 C'est dans cet esprit, et en application de l'article 28 al. 2 du concordat, que la présente révision est proposée. Il s'agit d'abord d'adapter les dispositions du concordat à l'Accord sur la libre circulation des personnes, passé entre la Suisse et la Communauté européenne le 21 juin 1999 (ci-après: l'Accord) (cf. à cet égard, le Message du CF relatif à l'approbation des accords sectoriels entre la Suisse et la CE). Cet accord est entré en vigueur le 1^{er} juin 2002. L'adaptation du Concordat à l'Accord exige essentiellement la suppression de clauses discriminatoires (cf. art. 8 let. a et 9 al. 1 let. a). Elle consiste aussi en la transposition, dans le concordat, des dispositions topiques de la directive 1999/42/CE, du 7 juin 1999, instituant un mécanisme de reconnaissance des diplômes pour les activités professionnelles couvertes par les directives de libéralisation et portant mesure transitoire, et complétant le système général de reconnaissance des diplômes. Cette directive, qui a abrogé notamment la directive 67/43/CE du 12 janvier 1967 concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités relevant de certains secteurs, dont le secteur de la sécurité privée, est d'ores et déjà appliquée car elle codifie la jurisprudence de l'UE (cf. art. 16 al. 2 de l'Accord; arrêt de la CJCE du 7 mai 1991, C-340/89, Vlassopoulou).

La transposition de la directive topique ne vise au fond qu'une question particulière, celle de l'acceptation de documents provenant de l'étranger (cf. art. 10b al. 3 du projet). Les mécanismes de reconnaissance des certificats exposés dans cette directive ne s'appliquent par contre pas car l'examen prévu à l'article 8 al. 1 let. f du concordat ne concerne pas la connaissance de la profession comme telle, mais simplement la connaissance de la législation applicable dans les cantons concordataires.

- 2.3 Le 14 décembre 2001, le parlement fédéral a approuvé l'arrêté amendant la convention de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et la loi relative aux dispositions, concernant la libre circulation des personnes, de l'Accord du 21 juin 2001 amendant la Convention du 4 janvier 1960 instituant l'AELE. En vertu de ces textes – qui sont entrés en vigueur aussi le 1^{er} juin 2002 –, la circulation des personnes entre les Etats de l'AELE (Suisse, Islande, Norvège et Lichtenstein) est soumise à des règles similaires à celles en vigueur dans l'UE. Il convient d'en tenir compte dans la présente modification afin d'éviter, là aussi, des discriminations.

- 2.4 Le concordat est aussi révisé pour tenir compte des expériences réalisées depuis son entrée en vigueur. Une évaluation législative démontre que certaines dispositions devraient être modifiées. Il en va ainsi notamment de l'article concernant le champ des exceptions (cf. art. 5), des définitions (cf. art. 6) et des articles concernant les conditions d'autorisation (cf. art. 8 et 9). Par ailleurs, un nouveau système

d'autorisation est introduit concernant les chiens et les maîtres-chiens (cf. art. 10a et 7), codifiant les pratiques cantonales en la matière. Sous l'angle procédural, le projet introduit des dispositions plus incisives concernant l'établissement des faits (cf. art. 10b), la communication de renseignements judiciaires ou de police (cf. art. 11b) et les contrôles dans les centrales d'alarme (cf. art. 14a). Il précise aussi certains aspects de procédure (cf. art. 12: validité des décisions; art. 13: mesures provisionnelles). Enfin, il codifie la pratique actuelle concernant l'exigence de la possession d'une carte de légitimation concordataire (cf. art. 18) et précise les compétences de la Commission concordataire (cf. art. 28).

- 2.5 Un avant-projet de convention modifiant le concordat a été préparé par la Commission concordataire. Il a été soumis à consultation, au début août 2001, d'une part auprès des cantons concordataires et, d'autre part, auprès de diverses instances comme la Conférence des commandants des polices cantonales de Suisse romande, de Berne et du Tessin et de l'Association des entreprises suisses de services de sécurité (AESS).

Dans leur très grande majorité, les propositions de modifications ont trouvé un accueil favorable auprès des personnes consultées. Dans le projet, il a été tenu compte, dans la mesure du possible, des remarques de détail formulées. A noter qu'aucun organe consulté ne s'est prononcé pour la suppression du système d'autorisation ou pour la modification des conditions et modalités prévues dans le concordat.

L'examen et la prise en compte des divers aspects développés dans le présent exposé des motifs et des observations formulées lors de la procédure de consultation ont amené la Conférence des chefs des Départements de justice et police de Suisse romande à adopter, le 4 octobre 2002, un premier projet de convention modificatrice. Ce projet a déjà été communiqué le 6 février 2002 au Département fédéral de justice et police, lequel a constaté, le 22 avril 2002, que le texte ne présentait pas d'incompatibilité avec le droit fédéral (cf. art. 48 al. 3 Cst. féd.).

- 2.6 Le projet adopté le 4 octobre 2002 a été soumis à la Commission interparlementaire romande, en application de la convention relative à la négociation, à la ratification, à l'exécution et à la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger. La dite Commission a traité de cet objet en plenum le 4 juin 2003. Elle a formulé des propositions de modifications à l'intention de la Conférence des chefs des Départements de justice et police de Suisse romande. Ces propositions portaient sur des précisions rédactionnelles et, aussi, sur l'introduction, dans le concordat, d'une nouvelle disposition obligeant les chefs d'entreprises à garantir des cours de sensibilisation à la profession en cours d'emploi.

La prise de position de la Commission interparlementaire romande du 4 juin 2003 figure en annexe du présent message.

- 2.7 Le projet de convention portant révision du concordat sur les entreprises de sécurité a été signé le 3 juillet 2003 par les chefs des Départements de justice et police de Suisse romande. Il a été transmis aux cantons concernés pour suite parlementaire.

Toutes les propositions de la Commission interparlementaire romande ont été intégrées dans le projet de convention.

3. LES CONSÉQUENCES DU PROJET DE DÉCRET

- 3.1 L'application des dispositions modifiées du concordat n'entraîne pas d'incidences financières particulières. L'activité des autorités compétentes est couverte par des émoluments dont les montants sont déterminés par les cantons, en fonction des principes de l'équivalence et de la couverture des frais.
- 3.2 Le projet de décret n'a pas de conséquences en matière de personnel et n'a aucune influence sur la répartition des tâches Etat-communes. Comme déjà dit, l'un de ses objectifs est d'adapter le texte du concordat aux accords bilatéraux passés avec l'UE et l'AELE (cf. ch. 2.2 et 2.3 ci-dessus).

4. COMMENTAIRE DES ARTICLES MODIFIÉS DU CONCORDAT

4.1 Article 1 de la convention modificatrice

Art. 5

L'article 5 du concordat, traitant des exceptions, est complété pour y faire figurer expressément le cas des gardes du corps de personnes physiques et les membres des personnes morales (membres d'associations...). La Commission concordataire a toujours considéré, par interprétation, que ces personnes tombaient dans le champ des exceptions à l'article 5. Il ne s'agit donc là que d'une adaptation à la pratique.

Cela dit, rappelons que l'objectif du concordat a été, dès le début, d'exclure du champ d'application les personnes exerçant des tâches de sécurité dans le cadre d'une entreprise ou d'une personne morale, dans la mesure où un contrat de travail existe (par ex., les gardiens d'un supermarché, les surveillants d'établissements publics et le service de sécurité interne d'une entreprise industrielle). L'article 5 al. 2 du concordat, tel que proposé, rappelle cependant que les cantons peuvent régir ces genres d'activités (seul le canton de Fribourg l'a fait en l'état pour les surveillants d'établissements publics, l'exécutif cantonal disposant à cet égard d'une délégation de compétence expresse du Grand Conseil).

Art. 6 let. c

Le projet introduit à l'article 6 let. c la définition du chef de succursale, figurant actuellement dans les directives du 9 mai 2001 concernant le champ d'application et les conditions d'autorisations prévus par le concordat sur les entreprises de sécurité. Le chef de succursale doit être désigné par le chef d'entreprise, le critère de décentralisation géographique est déterminant, lié à celui concernant la conduite des agents de sécurité. Cela dit, le projet renonce à définir l'existence d'une succursale en fonction d'un nombre déterminé d'agents de sécurité.

Art. 7 al. 1 let. c et art. 10a

Les articles 7 al. 1 let. c et 10a introduisent dans le concordat un système d'autorisation lorsque des chiens

sont utilisés pour des missions de surveillance et de protection. Le projet codifie ainsi la pratique instaurée dans tous les cantons concordataires, pratique qui a pu être ancrée dans des règlements desdits cantons.

Sur le fond, une telle réglementation s'est avérée indispensable pour des raisons de sécurité. Bon nombre d'agents de sécurité ont recours à des chiens pour exécuter efficacement leurs missions et des risques de dérapages évidents existent. Le public en général et les personnes confrontées à des agents de sécurité en particulier doivent être protégés contre des agressions.

La Commission concordataire a déjà réglé, par des directives, les tests appliqués aux chiens et aux maîtres-chiens. Ces directives fixent des exigences correspondant pour l'essentiel aux standards reconnus par les sociétés canines.

Art. 7 al. 2 et 3

Le projet modifie l'article 7 al. 2 afin de régler la compétence lorsque, en application de l'article 10, un agent d'une entreprise sise à l'extérieur de l'espace concordataire désire pratiquer dans plus d'un canton concordataire. Ces situations se présentent de plus en plus fréquemment.

L'article 7 al. 3 est modifié (complété) par une seconde phrase pour faire suite à une proposition de la Commission interparlementaire romande. Il s'agit là d'une précision utile.

Art. 8 al. 1 let. a et art. 9 al. 1 let. a

Le projet modifie les articles 8 al. 1 let. a et 9 al. 1 let. a pour y supprimer les clauses discriminatoires à l'égard des ressortissants de l'Union européenne et de l'AELE. Cela dit, ces articles conservent, pour les ressortissants d'autres Etats étrangers, le système appliqué jusqu'ici aux étrangers.

A signaler que l'examen cantonal portant sur la connaissance de la législation applicable peut être imposé aux ressortissants de l'Union européenne. En effet, la directive 1999/42/CE permet à un Etat d'exiger une épreuve d'aptitude portant sur les règles spécifiques en vigueur chez lui (cf. art. 3 ch. 1 al. 1 de la directive 1999/42/CE).

Art. 8 al. 1 let. c et art. 9 al. 1 let. d

Le projet complète les dispositions concernant la capacité financière des candidats en ajoutant, comme condition, la solvabilité, qui est définie comme la capacité prolongée du débiteur à satisfaire ses créanciers (cf. ATF 68 II 177 = Jdt 1942 I 565). Dans la pratique, un requérant peut être insolvable sans encore faire l'objet d'actes de défauts de biens. A remarquer que les conditions financières sont étendues aux agents de sécurité, en raison du fait qu'ils peuvent être, dans leur mission, confrontés à la présence d'espèces, avec tous les risques que cela comporte.

Art. 8 al. 1 let. d et art. 9 al. 1 let. c

Le projet modifie les exigences concernant la probité exigée des chefs d'entreprises et des agents de sécurité. Dans la pratique, la Commission concordataire a constaté d'abord que les exigences exposées actuellement à l'article 8 al. 1 let d et à l'article 9 al. 1 let. c étaient par trop étroites, ne laissant aux autorités que peu de pouvoir d'appréciation. Par ailleurs, plusieurs cas d'espèce ont démontré que des candidats, non (encore) condamnés

pénalement, avaient eu des comportements incompatibles avec les exigences de la profession. En général, de tels comportements ressortent des dossiers de police des intéressés.

A remarquer que la nouvelle exigence ferait désormais référence à la garantie d'honorabilité, critère figurant dans l'ancienne législation genevoise sur les entreprises de sécurité. Elle s'interprète en fonction des antécédents, du caractère et du comportement des intéressés. En cas de condamnations pénales, l'autorité compétente devra examiner, en fonction de toutes les circonstances, si le comportement de l'intéressé est encore compatible avec l'activité dont l'autorisation est requise. La Commission concordataire édictera des directives destinées à interpréter ces nouvelles exigences. Celles-ci renforceront, à n'en pas douter, l'un des buts du concordat qui est de protéger le public; les entreprises de sécurité y trouveront aussi leur compte.

Corollaire de ces nouvelles exigences, l'article 10b al. 2 (nouveau) impose aux candidats agents de sécurité de présenter à l'autorité compétente une déclaration par laquelle ils consentent à ce que des faits ressortant de dossier de police soient communiqués, dans la décision, aux entreprises de sécurité requérantes.

Art. 10 al. 1 et 3

La disposition de l'article 10 al. 1 du concordat est modifiée pour tenir compte du fait que des responsables d'entreprises peuvent aussi pratiquer eux-mêmes dans des cantons concordataires sans y avoir un siège.

Quant à l'alinéa 3 de cet article, il est modifié pour y introduire certaines dispositions à la suite essentiellement des exigences de la loi fédérale sur le marché intérieur. L'étendue de l'examen de l'équivalence dépendra du contenu des autorisations ou attestations présentées. En réalité, la Commission concordataire a déjà donné aux autorités compétentes des instructions concernant la façon de procéder lorsque des personnes d'autres cantons au bénéfice d'autorisations veulent exercer dans les cantons concordataires. A remarquer que seuls les cantons de Bâle-Campagne, Bâle-Ville, Grisons, Lucerne, Nidwald, Soleure, Thurgovie et Tessin ont introduit des systèmes d'autorisation pour les entreprises et/ou les agents de sécurité. Même si certaines conditions personnelles sont généralement posées (honorabilité, ...), il n'en demeure pas moins que des différences existent, par exemple concernant la durée de validité des autorisations et la définition des titulaires de celles-ci.

A remarquer, enfin, que la procédure d'équivalence est simple, rapide et en principe gratuite, en application de la jurisprudence relative à la loi fédérale sur le marché intérieur (cf. ATF 123 I 313).

Art. 10b

Un nouvel article 10b est introduit pour ancrer, dans le concordat, certaines règles concernant la procédure, et ce afin de réaliser encore mieux une application uniforme du concordat. Avec l'article 10b al. 2, les autorités décisionnelles pourront communiquer aux entreprises de sécurité requérantes, dans les décisions de rejet de la requête, les motifs de police pertinents retenus. Un refus de collaborer signifiera, pour l'entreprise de sécurité, une non-entrée en matière; cette conséquence figure en général dans les codes de procédure administrative cantonaux.

Les dispositions de l'article 10b al. 3 constituent la transposition de celles de la directive 1999/42/CE (cf. art. 9 de cette directive). Les autorités compétentes des pays d'origine ou de provenance sont en l'état exposées dans une Communication de la Commission (Journal officiel des Communautés européennes, C 081, du 13.07.1974, p. 1 à 7).

A l'alinéa 4 est introduite une disposition permettant à l'autorité compétente de suspendre la procédure lorsqu'une procédure pénale est pendante à l'encontre du requérant. Il y a un motif d'intérêt public évident à attendre l'issue de la procédure pénale; cela sera le cas si les faits reprochés sont susceptibles, à première vue, de motiver un refus de l'autorisation.

Art. 11 et 11b

L'article 11 du concordat est accompagné d'un nouvel article (art. 11b) concernant la communication de données, par des autorités judiciaires ou des polices cantonales ou communales, à l'autorité compétente afin que celle-ci puisse accomplir les tâches qui lui incombent en application du concordat. Les données concernées seront celles qui sont déterminantes pour l'examen de la réalisation des conditions personnelles prévues aux articles 8 et 9 du concordat.

Art. 12

L'article 12 est entièrement remanié. Le projet codifie, à l'alinéa 2, la pratique consistant à délivrer aux entreprises de sécurité, pour des manifestations déterminées, des autorisations d'engager du personnel limitées dans le temps. A l'alinéa 3, le projet rappelle que les décisions de retrait ou de refus d'autorisation, rendues par une autorité compétente (une autorité administrative ou un tribunal) ont force de chose décidée et jugée dans tous les cantons concordataires. Le rappel de ce principe tend à éviter que des requérants, déboutés régulièrement dans un canton concordataire, puisse obtenir une autorisation dans un autre alors que les éléments de fait ou de droit concernant les conditions d'autorisation n'ont pas variés ou que la décision ne souffre pas de nullité absolue.

L'article 12 al. 4 permet à l'autorité de prévoir, dans sa décision, des charges destinées à assurer le respect, par l'administré, de la législation. Il s'agit là, d'après la doctrine, de clauses ajoutées au dispositif obligeant l'administré à faire, ne pas faire ou tolérer quelque chose.

Art. 13 al. 1 et 4

Les dispositions de l'article 13 al. 1 sont adaptées pour tenir compte des nouvelles exigences introduites pour les chiens et les maîtres-chiens (cf. art. 10a). Quant à la disposition de l'alinéa 4, elle précise les mesures urgentes qui peuvent être prises non seulement par un canton qui n'a pas accordé l'autorisation, mais encore par le canton qui traite du dossier (suspension de l'autorisation, interdiction de pratiquer, ...).

Art. 14 al. 1 et 1^{bis}

Le projet, au vu de la pratique, précise le droit actuel (cf. art. 14 al. 1). Dans un nouvel alinéa 1^{bis}, il dispose aussi que les décisions de refus ou de retrait d'autorisation doivent être communiquées, pour information, aux autorités compétentes des autres cantons concordataires.

Art. 14a

Une nouvelle disposition est prévue pour introduire une base légale permettant aux autorités compétentes de procéder à des contrôles dans les locaux des centrales d'alarme pour y vérifier essentiellement l'état du personnel soumis au concordat. A remarquer que les opérateurs des centrales d'alarme sont des agents soumis au concordat et que le contrôle de tels agents n'est possible que dans les locaux de l'entreprise.

Art. 15 al. 3

Un nouvel alinéa est ajouté à l'article 15 pour préciser une obligation qui incombe à toute personne soumise au concordat.

Cette obligation figurait dans l'ancienne législation genevoise sur les entreprises de sécurité.

Art. 15a

Un nouvel article est introduit pour donner suite à une proposition de la Commission interparlementaire romande. L'obligation de formation continue vise toutes les entreprises de sécurité. Il s'agit d'une obligation dont la violation sera sanctionnée soit pénalement (cf. art. 22 al. 1 let. b), soit administrativement (cf. art. 13). Le cas échéant, il appartiendra à la Commission concordataire (cf. art. 28 al. 1) de préciser les modalités du contrôle de la réalisation de cette obligation.

Art. 16 al. 1

L'article 16 al. 1 du concordat, dans sa nouvelle teneur telle que proposée, imprime avec plus de force l'obligation, pour les personnes soumises au concordat, de ne pas entraver l'action des autorités et des organes de police. Il s'agit là d'une obligation essentielle.

Art. 18 al. 1, 3 et 4

Les alinéas 1 et 3 de l'article 18, tels que proposés, codifient la pratique en vigueur. En effet, depuis l'entrée en vigueur du concordat, les autorités compétentes délivrent aux chefs d'entreprises et aux agents une carte de légitimation concordataire résumant, dans un format carte de crédit, les éléments essentiels de l'autorisation. La Commission concordataire a repris, à cet égard, dès l'entrée en vigueur du concordat, la pratique des autorités genevoises.

Indépendamment de ce qui précède, il reste que les entreprises et les agents de sécurité peuvent utiliser des cartes de visites (cf. art. 18 al. 3).

Art. 22 al. 1 let. a et b

La lettre a de l'article 22 al. 1 est d'abord modifiée pour faire suite à l'introduction d'un système d'autorisation pour les maîtres-chiens. A remarquer ensuite que la formulation de la disposition est précisée, par rapport au texte initial, pour indiquer clairement les sujets de l'infraction à la disposition de l'article 9. La personne responsable pénalement est non seulement le chef d'entreprise qui emploie du personnel sans autorisation, mais encore l'agent de sécurité lui-même qui pratique sans qu'une autorisation ait été délivrée à son employeur.

Quant à l'énumération des articles figurant à l'alinéa 1 let. b, elle est complétée pour tenir compte de la nouvelle obligation prévue à l'article 15a.

Art. 28 al. 1 et 2

Le projet précise mieux, à l'alinéa 1 de l'article 28, la tâche essentielle de la Commission concordataire qui est de veiller à une application uniforme du concordat dans les cantons concordataires. Les moyens d'intervention de cet organe, déjà utilisés, sont les directives et, dans les cas d'espèce, les instructions données, sur requête, aux autorités compétentes. En l'état, plusieurs directives ont déjà été prises. Il s'agit soit de directives complétant les dispositions du concordat (cf. ad art. 8 al. 2: Directives du 27 septembre 2001 concernant l'examen portant sur la connaissance de la législation applicable aux entreprises de sécurité; ad art. 10a al. 3: Directives du 22 avril 1999 concernant le test pour les chiens utilisés par des agents d'entreprises de sécurité), soit de directives dites interprétatives destinées à aider les autorités compétentes (Directives du 9 mai 2001 concernant le champ d'application et les conditions d'autorisations prévus par le concordat sur les entreprises de sécurité; Directives du 22 avril 1999 concernant la reconnaissance des autorisations délivrées par les cantons non concordataires; Directives du 13 juin 2002 concernant l'application des articles 8 al. 1 let. d et 9 al. 1 let. c du concordat). Quant aux instructions, elles sont prises dans des cas d'espèce lorsqu'une autorité le requiert, la responsabilité de la décision restant toujours cependant en mains de l'autorité cantonale compétente.

L'article 28 al. 2 précise quant à lui les tâches d'information de la Commission concordataire, exercée au profit de la Conférence (cf. le rapport annuel à la Conférence) ou même des administrés.

4.2 Art. 2 et 3 de la convention modificatrice

Le projet de modification du concordat règle, dans son article 2, des situations transitoires, à savoir le sort de procédures (administratives ou de la juridiction administrative) pendantes et la situation des personnes et des chiens déjà autorisés sous l'ancien droit par les cantons en application de leur législation.

Quant à l'article 3, il fixe les règles concernant l'entrée en vigueur de la modification du concordat et indique que le projet de modification a été communiqué au Département fédéral de justice et police, en application des dispositions constitutionnelles fédérales.

Nous vous invitons à adopter ce projet de décret.

Annexe: prise de position de la Commission
interparlementaire romande du 4 juin 2003

P.-V. séance du 4 juin 2003

COMMISSION INTERPARLEMENTAIRE ROMANDE

RAPPORT DE SYNTHÈSE relatif à l'examen du projet de Convention portant révision du concordat du 18 octobre 1996 sur les entreprises de sécurité

La Commission interparlementaire romande, composée de 6 Délégations issues des Commissions des affaires

extérieures des Parlements des Cantons de Vaud, Genève, Valais, Fribourg, Neuchâtel et Jura, présidée par le Député Benoît Rey (FR),

a examiné le projet de Convention cité en titre le 4 juin 2003, à Fribourg, et fait les propositions de modifications suivantes à la Conférence des Chefs des Départements de justice et police de Suisse romande (CRDJP), par l'intermédiaire de son Secrétariat:

Propositions de modifications

Art. 7 al. 3:

³ «L'entreprise constituée en personne morale doit désigner un responsable auquel elle confère les pouvoirs pour la représenter et l'engager auprès des tiers. Il doit être en situation de pouvoir exercer ses responsabilités.»

Art. 8 al. 1 let. c

c) «est solvable ou ne fait pas l'objet d'actes de défaut de biens définitifs.»

Art. 9 al. 1 let. d et e

d) «est solvable ou ne fait pas l'objet d'actes de défaut de biens définitifs.»

e) «garantit des cours de sensibilisation à la profession en cours d'emploi.»

(Note: ce dernier amendement, pour des raisons de cohérence du texte, sera à reformuler par la CRDJP. C'est le souci d'une sensibilisation à la formation professionnelle en cours d'emploi qui a motivé la Commission -après un long débat portant notamment sur la proposition de recommandation de la CAE fribourgeoise et l'éventuel aspect non déclaratif de cette disposition- à retenir cet amendement et à le proposer à la CRDJP pour incorporation, sous forme adéquate, dans la Convention.)

Art. 10 b al. 1 et 2

¹ «Les entreprises de sécurités, les responsables de succursale et les agents de sécurité (...)»

² «Les entreprises de sécurités, les responsables de succursale et les agents de sécurité (...)»

Art. 12 al. 2

² «L'autorité compétente peut, pour une manifestation déterminée, accorder une autorisation, ~~au sens de l'art. 9~~, limitée dans le temps. (...)»

(Note: cet amendement, tel que formulé, n'a finalement pas été retenu par la Commission. Mais il a été proposé à la CRDJP de mentionner que ces autorisations limitées dans le temps visent les « agents de sécurité » comme décrits aux articles 9 et 10.)

Art. 15 al. 3

³ «Toute personne soumise au présent concordat (...)»

Art. 16 al. 1

1 «Toute personne soumise au présent concordat (...)»

Art. 22 al. 1 let. a

a) «pratique, emploie du personnel ou utilise un chien, (...)»

Art. 2 al. 1 (clauses générales):

¹ «les procédures administratives et judiciaires pendantes à (...)»

(Note: cet amendement a été accepté avec la précision, au sujet des diverses terminologies cantonales, que la notion de procédure judiciaire doit correspondre à celle de procédure de la juridiction administrative.)

Art. 3 al. 2 (clauses générales)

² Le Département fédéral de justice et police a ~~communiqué~~ **confirmé** le 22 avril 2002 ~~sa constatation~~ que la présente convention respectait les dispositions constitutionnelles fédérales.

Conclusion

La Commission interparlementaire propose donc à la CRDJP de tenir compte des propositions d'amendements résumées ci-avant. Dans ce sens, la Commission interparlementaire se réjouit d'ores et déjà de prendre connaissance des informations de la CRDJP quant aux suites données à ses observations (art. 5 al. 4 de la «Convention des conventions»).

Remarque

Ce document constitue une annexe du P.-V. de la séance du 4 juin 2003.

Ainsi décidé à Fribourg le 4 juin 2003

8. September 2003

**BOTSCHAFT Nr. 90
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Dekretsentwurf über den Beitritt des
Kantons Freiburg zur Vereinbarung zur Revision
des Konkordats über die Sicherheitsunternehmen**

Hiermit legen wir Ihnen einen Dekretsentwurf über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Vereinbarung zur Revision des Konkordats über die Sicherheitsunternehmen vor.

1. ALLGEMEINES

1.1 Das Konkordat vom 18. Oktober 1996 über die Sicherheitsunternehmen ist seit dem 1. Januar 1999 in Kraft. Es sind ihm alle Westschweizer Kantone beigetreten.

Seit ihrem Inkrafttreten werden die Bestimmungen des Konkordats in den Westschweizer Kantonen erfolgreich angewandt. Eine Konkordatskommission ist mit der Regelung der Anwendung des Konkordats beauftragt. Diese Kommission hat, nachdem sie für eine Harmonisierung der kantonalen Ausführungsbestimmungen gesorgt hat, Richtlinien erlassen, namentlich solche betreffend die konkordatsrechtlichen Prüfungen (Richtlinien vom 30. November 1998) und jene bezüglich des Eignungstests für den Einsatz von Hunden durch Sicherheitspersonal (Richtlinien vom 22. April 1999). Sie hat ausserdem mit Hilfe von auslegenden Richtlinien für eine einheitliche Anwendung der Bestimmungen des Konkordats in den Mitgliedkantonen gesorgt.

1.2 Im Juni 2003 waren 197 Sicherheitsunternehmen im Besitz einer Bewilligung für die Ausübung der

Tätigkeit in den Konkordatskantonen. Insgesamt waren 5588 Sicherheitsagenten für diese Sicherheitsunternehmen tätig. Hinzu kamen 448 Bewilligungen an Sicherheitsagenten, die bei Sicherheitsunternehmen mit Sitz in anderen, nicht dem Konkordat angehörenden Kantonen angestellt waren (vgl. Art. 10 des Konkordats). Die Anzahl der Bewilligungen variiert von einem Kanton zum anderen. Was die bewilligten Sicherheitsunternehmen anbelangt, sind die Kantone Genf (82 Bewilligungen), Waadt (53 Bewilligungen) und Neuenburg (30 Bewilligungen) jene Westschweizer Kantone, in denen der Beruf des Leiters eines Sicherheitsunternehmens am häufigsten ausgeübt wird.

Im Kanton Freiburg waren 11 Sicherheitsunternehmen im Besitz einer Bewilligung, mit insgesamt 133 bewilligten Sicherheitsagenten. Des Weiteren waren in diesem Kanton 106 Agenten gestützt auf Artikel 10 des Konkordats im Besitz einer Bewilligung.

1.3 Das Konkordat entspricht nach wie vor einem tatsächlichen Bedürfnis; die mit dem Konkordat angestrebten Ziele sind erreicht worden (vgl. Art. 2 Bst. a). Die Tatsache, dass die Westschweizer Kantone auf eine gemeinsame Regelung des Sicherheitsbereichs zurückgreifen konnten, ist nicht nur als interessante Erfahrung interkantonaler Zusammenarbeit empfunden worden; sie brachte den Bürgern auch eine willkommene Vereinfachung der administrativen Vorgehensweise und den betroffenen Behörden und Kantonen Kosteneinsparungen hinsichtlich des für den Sicherheitsbereich erforderlichen gesetzgeberischen und administrativen Aufwandes.

Die Zusammenarbeit der verschiedenen Westschweizer Behörden war von Anfang an ausgezeichnet, und die Leiter der bewilligten Sicherheitsunternehmen haben selber auch erkannt, wie nützlich und notwendig eine klare und einheitliche Regelung auf diesem Gebiet für sie ist.

2. ZIELSETZUNGEN UND AUSARBEITUNG DER REVISION DES KONKORDATS

2.1 Seit Inkrafttreten des Konkordats sorgt die Konkordatskommission für eine einheitliche Anwendung dieses Erlasses. Sie verfolgt ebenfalls aufmerksam die Entwicklung des Marktes im Bereich der privaten Sicherheit und ist stets darum bemüht, die Gesetzgebung den aktuellen Gegebenheiten anzupassen.

2.2 In diesem Sinne und in Anwendung des Artikels 28 Abs. 2 des Konkordats erfolgt nun dieser Revisionsvorschlag. Es geht zunächst darum, die Bestimmungen des Konkordats dem zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft am 21. Juni 1999 getroffenen Abkommen über die Freizügigkeit (Abkommen) anzupassen (vgl. hierzu die Botschaft des Bundesrates zur Genehmigung der sektoriellen Abkommen zwischen der Schweiz und der EG). Dieses Abkommen ist am 1. Juni 2002 in Kraft getreten. Die Anpassung an das Abkommen erfordert hauptsächlich die Abschaffung von diskriminierenden Klauseln (vgl. Art. 8 Bst. a und 9 Abs. 1 Bst. a). Sie besteht auch in der Übernahme der einschlägigen Bestimmungen

der Richtlinie 1999/42/EG vom 7. Juni 1999, welche ein Verfahren zur Anerkennung der Befähigungsnachweise für die unter die Liberalisierungs- und Übergangsrichtlinien fallenden Berufstätigkeiten in Ergänzung der allgemeinen Regelung zur Anerkennung der Befähigungsnachweise einführt. Diese Richtlinie, mit der namentlich die Richtlinie 67/43/EWG vom 12. Januar 1967 über die Verwirklichung der Niederlassungsfreiheit und des freien Dienstleistungsverkehrs für Tätigkeiten auf gewissen Gebieten, darunter auch das Gebiet der privaten Sicherheit, aufgehoben wurde, findet bereits jetzt Anwendung, da sie die Rechtsprechung der EU gesetzlich verankert (vgl. Art. 16 Abs. 2 des Abkommens; Entscheid des Gerichtshofes der EG vom 7. Mai 1991, C-340/89, Vlassopoulou).

Die Übertragung der einschlägigen Richtlinie ins Konkordat betrifft im Grunde genommen nur einen bestimmten Punkt, nämlich jenen der Anerkennung von ausländischen Dokumenten (vgl. Art. 10b Abs. 3 des Entwurfs). Die in der EG-Richtlinie dargelegten Verfahren zur Anerkennung von Zeugnissen sind jedoch nicht anwendbar, da die in Artikel 8 Abs. 1 Bst. f des Konkordats vorgesehene Prüfung nicht die Berufskennnisse als solche, sondern nur die Kenntnisse der in den Konkordatskantonen anwendbaren Gesetzgebung betrifft.

- 2.3 Am 14. Dezember 2001 hat die Bundesversammlung den Bundesbeschluss zur Änderung des Übereinkommens der Europäischen Freihandelsassoziation (EFTA) und das Bundesgesetz bezüglich der Bestimmungen über die Personenfreizügigkeit im Abkommen vom 21. Juni 2001 zur Änderung des Übereinkommens vom 4. Januar 1960 zur Errichtung der EFTA angenommen. Gemäss diesen Erlassen – die ebenfalls am 1. Juni 2002 in Kraft getreten sind –, ist der Personenverkehr innerhalb der Staaten der EFTA (Schweiz, Island, Norwegen und Lichtenstein) ähnlich geregelt wie in der EU. Dieser Umstand ist bei der vorliegenden Änderung zu berücksichtigen, gilt es doch auch hier, Diskriminierungen zu vermeiden.
- 2.4 Mit dieser Revision sollen auch die seit dem Inkrafttreten des Konkordats gemachten Erfahrungen in diesen Erlass eingebracht werden. Eine Gesetzesauswertung zeigt, dass für gewisse Bestimmungen eine Änderung angezeigt ist. Dies gilt namentlich für den Artikel über die Ausnahmen (vgl. Art. 5), jenen über die Begriffe (vgl. Art. 6) und die Bestimmungen über die Bewilligungsbedingungen (vgl. Art. 8 und 9). Ausserdem wird bezüglich der Hunde und der Hundeführer ein neues Bewilligungssystem eingeführt (vgl. Art. 10a und 7), welches die kantonalen Vorgehensweisen auf diesem Gebiet gesetzlich verankert. Im verfahrensrechtlichen Bereich führt der Entwurf griffigere Bestimmungen betreffend die Feststellung des Sachverhalts (vgl. Art. 10b), die Mitteilung von gerichtlichen oder polizeilichen Daten (vgl. Art. 11b) und die Kontrollen in den Alarmzentralen (vgl. Art. 14a) ein. Er präzisiert ausserdem gewisse Verfahrensaspekte (vgl. Art. 12: Gültigkeit der Entscheide; Art. 13: provisorische Massnahmen). Schliesslich werden die geltende Praxis betreffend das Erfordernis des Tragens eines konkordatsrechtlichen Legitimationsausweises gesetzlich verankert (vgl. Art. 18) und die Kom-

petenzen der Konkordatskommission genauer festgelegt (vgl. Art. 28).

- 2.5 Die Konkordatskommission hat einen Vorentwurf einer Vereinbarung zur Änderung des Konkordats ausgearbeitet. Dieser wurde Anfang August 2001 einerseits bei den Konkordatskantonen und andererseits bei verschiedenen Instanzen wie der Konferenz der kantonalen Polizeikommandanten der Westschweiz und der Kantone Bern und Tessin und dem Verband Schweizerischer Sicherheitsdienstleistungs-Unternehmen (VSSU) in die Vernehmlassung gegeben.

Die Änderungsvorschläge sind bei den meisten befragten Personen auf breite Zustimmung gestossen. Die Einzelbemerkungen sind so weit wie möglich in den Entwurf aufgenommen worden. Hervorzuheben ist, dass keines der befragten Organe sich für die Aufhebung des Bewilligungssystems oder für die Änderung der im Konkordat vorgesehenen Bedingungen und der Modalitäten ausgesprochen hat.

Die Überprüfung und die Berücksichtigung der verschiedenen in diesem erläuternden Bericht dargelegten Aspekte und der anlässlich des Vernehmlassungsverfahrens eingereichten Stellungnahmen haben die Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektoren der Westschweiz dazu bewogen, einen ersten Änderungsentwurf am 4. Oktober 2002 anzunehmen. Dieser Entwurf ist bereits am 6. Februar 2002 dem Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement unterbreitet worden, welches am 22. April 2002 festgestellt hat, dass sein Wortlaut mit den Bestimmungen des Bundesrechts vereinbar ist (vgl. Art. 48 Abs. 3 BV).

- 2.6 Der am 4. Oktober 2002 verabschiedete Entwurf wurde der Interparlamentarischen Kommission der Westschweiz unterbreitet, wie dies in der Vereinbarung über die Aushandlung, Ratifikation, Ausführung und Änderung der interkantonalen Verträge und der Vereinbarungen der Kantone mit dem Ausland vorgesehen ist. Die Interparlamentarische Kommission hat diesen Gegenstand an ihrer Plenarsitzung vom 4. Juni 2003 behandelt und Vorschläge zu Händen der Konferenz der Westschweizer Justiz- und Polizeidirektoren erarbeitet. Diese Vorschläge betrafen unter anderem redaktionelle Fragen sowie die Einführung einer neuen Bestimmung im Konkordat, welche die Leiter von Sicherheitsunternehmen verpflichtet, während der Anstellungsdauer berufsspezifische Fortbildungskurse anzubieten. Die Vorschläge der Kommission wurden allesamt am 3. Juli 2003 in den Revisionentwurf aufgenommen.

Die Stellungnahme der Interparlamentarischen Konferenz der Westschweiz vom 4. Oktober 2003 wird dieser Botschaft beigelegt.

- 2.7 Der Entwurf der Vereinbarung zur Revision des Konkordates über die Sicherheitsunternehmen wurde am 3. Juli 2003 von den Westschweizer Justiz- und Polizeidirektoren unterzeichnet. Er ist den betroffenen Kantonen zwecks Behandlung auf parlamentarischer Ebene übermittelt worden.

Alle Vorschläge der Interparlamentarischen Kommission der Westschweiz sind im Vereinbarungsentwurf berücksichtigt worden.

3. DIE AUSWIRKUNGEN DES DEKRETSENTWURFS

- 3.1 Die Anwendung der Bestimmungen des Entwurfs hat keine besonderen finanziellen Auswirkungen. Die Tätigkeit der zuständigen Behörden wird gedeckt mit den Gebühren, die durch die Kantone nach den Grundsätzen der Gleichwertigkeit und der Kostendeckung festgelegt werden.
- 3.2 Der Dekretsentwurf hat keine Auswirkungen in personeller Hinsicht und keinen Einfluss auf die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden. Wie bereits erwähnt, bezweckt er unter anderem, den Text des Konkordats an die mit der EU und der EFTA getroffenen Abkommen anzupassen (vgl. Ziff. 2.2 und 2.3 weiter oben).

4. ERLÄUTERUNGEN ZU DEN GEÄNDERTEN ARTIKELN DES KONKORDATS

4.1 Artikel 1 der Änderungsvereinbarung

Art. 5

Artikel 5 des Konkordats, der die Ausnahmen behandelt, wird ergänzt, um darin ausdrücklich die Situation der Leibwächter von natürlichen Personen und der Mitglieder von juristischen Personen (Mitglieder von Vereinen...) zu regeln. Die Konkordatskommission hat bei der Auslegung des Konkordats stets die Meinung vertreten, dass diese Personen unter die Ausnahmen des Artikels 5 fallen. Es handelt sich hier somit um eine reine Anpassung an die Praxis.

In der Tat bestand von Anfang an die Absicht, jene Personen vom Anwendungsbereich des Konkordats auszuschliessen, die Sicherheitsaufgaben im Rahmen eines Unternehmens oder einer juristischen Person ausüben, soweit ihre Aufgaben in einem Arbeitsvertrag festgelegt sind (z.B. die Wächter in einem Supermarkt, die Aufseher in öffentlichen Gaststätten und die interne Sicherheitsabteilung eines Industrieunternehmens). Die vorgeschlagene Fassung des Artikels 5 Abs. 2 des Konkordats betont jedoch, dass die Kantone für diese Arten von Tätigkeiten Regelungen erlassen können (eine solche besteht bislang nur im Kanton Freiburg; sie betrifft das Sicherheitspersonal in öffentlichen Gaststätten; der Staatsrat verfügt diesbezüglich über eine ausdrückliche Kompetenzdelegation des Grossen Rates).

Art. 6 Bst. c

Artikel 6 Bst. c liefert neu eine Definition des Begriffs eines Leiters einer Zweigstelle. Diese ist zur Zeit in den Richtlinien vom 9. Mai 2001 betreffend den Anwendungsbereich des Konkordats über die Sicherheitsunternehmen und die konkordatsrechtlichen Bewilligungsvoraussetzungen enthalten. Der Unternehmensleiter bezeichnet den Leiter einer Zweigstelle, wobei für die Annahme einer solchen die Kriterien der geografischen Dezentralisierung, zusammen mit der Führung von Sicherheitspersonal, ausschlaggebend sind. Der Entwurf verzichtet also darauf, das Bestehen einer Zweigstelle von einer bestimmten Anzahl angestellter Sicherheitsagenten abhängig zu machen.

Art. 7 Abs. 1 Bst. c und Art. 10a

In den Artikeln 7 Abs. 1 Bst. c und 10a wird für den Einsatz von Hunden bei Überwachungs- und Schutzaufga-

ben ein Bewilligungssystem eingeführt. Mit dem Entwurf wird somit die in allen Konkordatskantonen auf Reglementsebene geordnete Praxis gesetzlich verankert.

Eine solche Regelung hat sich aus Sicherheitsgründen als unerlässlich erwiesen. Zahlreiche Sicherheitsagenten setzen Hunde ein, um ihre Aufgaben erfolgreich zu erfüllen, und es besteht die Gefahr von krassem Fehlverhalten. Die Öffentlichkeit im Allgemeinen und Personen, die den Sicherheitsagenten gegenüberstehen im Besonderen sind vor solchen Angriffen zu schützen.

Die Konkordatskommission hat die Eignungstests für Hunde und Hundeführer bereits mit Hilfe von Richtlinien geregelt. Diese Richtlinien legen Anforderungen fest, die im Wesentlichen den von den Hundevereinen anerkannten Standardanforderungen entsprechen.

Art. 7 Abs. 2 und 3

Mit der Änderung des Artikels 7 Abs. 2 regelt der Entwurf die Zuständigkeit in den Fällen, in denen in Anwendung von Artikel 10 der Agent eines Sicherheitsunternehmens mit Sitz ausserhalb des Konkordatsgebiets seine Tätigkeit in mehreren Konkordatskantonen ausüben möchte. Solche Situationen ergeben sich immer häufiger.

Der Artikel 7 Abs. 3 wurde aufgrund eines Vorschlages der Interparlamentarischen Kommission der Westschweiz durch einen zweiten Satz ergänzt. Es handelt sich um eine willkommene Präzisierung.

Art. 8 Abs. 1 Bst. a und Art. 9 Abs. 1 Bst. a

Zweck der Änderung der Artikel 8 Abs. 1 Bst. a und 9 Abs. 1 Bst. a ist die Aufhebung der diskriminierenden Klauseln den Angehörigen der Europäischen Union und der EFTA gegenüber. Das bisher gegenüber Ausländern angewandte System bleibt jedoch hinsichtlich Angehöriger anderer ausländischer Staaten bestehen.

Hervorzuheben ist, dass die Angehörigen der Europäischen Union verpflichtet werden können, über die Kenntnisse der anwendbaren Gesetzgebung eine kantonale Prüfung abzulegen. In der Tat erlaubt die Richtlinie 1999/42/EG einem Staat, das Ablegen einer Eignungsprüfung über die im eigenen Land geltenden spezifischen Vorschriften zu verlangen (vgl. Art. 3 Ziff. 1 Abs. 1 der Richtlinie 1999/42/EG).

Art. 8 Abs. 1 Bst. c und Art. 9 Abs. 1 Bst. d

In Ergänzung der Bestimmungen über die finanzielle Kapazität der Bewilligungsanwärter fügt der Entwurf die Bedingung der Zahlungsfähigkeit hinzu, welche definiert wird als dauerndes Unvermögen des Schuldners, seine Gläubiger zu befriedigen (vgl. BGE 68 II 177 = Jdt 1942 I 565). In der Praxis kommt es vor, dass ein Gesuchsteller zahlungsunfähig ist, gegen ihn aber noch keine definitiven Verlustscheine ausgestellt worden sind. Zu bemerken ist, dass die finanziellen Bedingungen auf die Sicherheitsagenten ausgeweitet werden, könnten diese doch bei der Erfüllung ihrer Aufgaben mit Bargeld zu tun haben, was mit gewissen Risiken verbunden ist.

Art. 8 Abs. 1 Bst. d und Art. 9 Abs. 1 Bst. c

Der Entwurf bringt eine Änderung hinsichtlich der von den Leitern der Sicherheitsunternehmen und den Sicherheitsagenten verlangten Redlichkeit. In der Praxis hat die Konkordatskommission zunächst festgestellt, dass die zurzeit in den Artikeln 8 Abs. 1 Bst. d und 9 Abs. 1 Bst. c

aufgeführten Bedingungen zu eng sind und den Behörden nur wenig Ermessensspielraum offen lassen. Zudem hat es sich in mehreren Einzelfällen gezeigt, dass Bewilligungsanwärter, die strafrechtlich (noch) nicht verurteilt waren, ein Verhalten an den Tag gelegt haben, das mit den Anforderungen dieses Berufes nicht vereinbar ist. In der Regel sind solche Verhaltensweisen in den Polizeiakten über die Betroffenen verzeichnet.

Zu bemerken ist, dass die neue Anforderung nunmehr ein Ehrenhaftigkeitszeugnis der betroffenen Person verlangen würde. Dieses Kriterium fand sich auch in der alten Genfer Gesetzgebung über die Sicherheitsunternehmen. Die Ehrenhaftigkeit wird beurteilt aufgrund des Vorlebens, des Charakters und des Verhaltens der betroffenen Person. Im Falle strafrechtlicher Verurteilungen wird es der zuständigen Behörde obliegen zu überprüfen, ob in Anbetracht aller Umstände das Verhalten des Betroffenen noch mit der Tätigkeit, für die eine Bewilligung verlangt wird, vereinbar ist. Die Konkordatskommission wird hinsichtlich dieser neuen Anforderungen auslegende Richtlinien erlassen. Diese werden zweifelsohne eines der Ziele des Konkordats, nämlich den Schutz der Öffentlichkeit, verstärken; sie wird aber auch den Sicherheitsunternehmen von Nutzen sein.

Als Folge dieser neuen Anforderungen schreibt Artikel 10b Abs. 2 (neu) den angehenden Sicherheitsagenten vor, der zuständigen Behörde eine Erklärung vorzulegen, wonach sie damit einverstanden sind, dass Angaben aus den Polizeiakten im Rahmen des Entscheids den Gesuchstellenden Sicherheitsunternehmen mitgeteilt werden.

Art. 10 Abs. 1 und 3

Artikel 10 Abs. 1 des Konkordats wird geändert, um der Tatsache Rechnung zu tragen, dass Verantwortliche für Sicherheitsunternehmen auch selber in den Konkordatskantonen tätig sein dürfen, ohne dass sich dort der Sitz des Unternehmens befindet.

Mit der Änderung des Absatzes 3 dieses Artikels werden gewisse Bestimmungen als Folge der hauptsächlich im Bundesgesetz über den Binnenmarkt enthaltenen Anforderungen eingeführt. Das Ausmass der Überprüfung der Gleichwertigkeit wird vom Inhalt der vorgelegten Bewilligungen oder Bescheinigungen abhängen. Die Konkordatskommission hat den zuständigen Behörden bereits Weisungen erteilt bezüglich ihres Vorgehens, wenn Inhaber von Bewilligungen anderer Kantone ihre Tätigkeit in den Konkordatskantonen ausüben möchten. Es ist hervorzuheben, dass einzig die Kantone Basel-Land, Basel-Stadt, Graubünden, Luzern, Nidwalden, Solothurn, Thurgau und Tessin für die Sicherheitsunternehmen und/oder die Sicherheitsagenten ein Bewilligungssystem eingeführt haben. Auch wenn gewisse persönliche Voraussetzungen im Allgemeinen erfüllt sein müssen (Ehrenhaftigkeit,...), bestehen doch Unterschiede beispielsweise hinsichtlich der Gültigkeitsdauer der Bewilligungen und der Definition der Bewilligungsinhaber.

Anzuführen ist schliesslich, dass das Verfahren zur Überprüfung der Gleichwertigkeit in Anwendung der Rechtsprechung zum Bundesgesetz über den Binnenmarkt einfach, rasch und in der Regel kostenlos ist (vgl. BGE 123 I 313).

Art. 10b

Mit dem neuen Artikel 10b sollen gewisse Verfahrensregeln zur besseren Durchsetzung einer einheitlichen

Anwendung des Konkordats verankert werden. Artikel 10b Abs. 2 erlaubt den Entscheidbehörden, den Gesuchstellenden Sicherheitsunternehmen im Falle eines ablehnenden Entscheids die relevanten polizeilichen Angaben bekannt zu geben. Eine Verweigerung der Mitwirkung bedeutet für die Sicherheitsunternehmen ein Nichteintreten auf ihr Bewilligungsgesuch. Eine solche Rechtsfolge ist im Allgemeinen in allen kantonalen Verwaltungsrechtspflegegesetzen vorgesehen.

In Artikel 10b Abs. 3 werden die Bestimmungen der Richtlinie 1999/42/EG übernommen (vgl. Art. 9 dieser Richtlinie). Die zuständigen Behörden der Heimat- oder Herkunftsstaaten sind gegenwärtig in einer Bekanntmachung der Kommission aufgeführt (Amtsblatt der Europäischen Union, C 081, vom 13.07.1974, S. 1 – 7).

Absatz 4 enthält neu eine Bestimmung, welche es der zuständigen Behörde ermöglicht, das Verfahren zu suspendieren, wenn ein Strafverfahren gegen den Gesuchsteller hängig ist. Es besteht ein klares öffentliches Interesse daran, das Ergebnis des Strafverfahrens abzuwarten; dies wird dann der Fall sein, wenn die Vorwürfe auf den ersten Blick geeignet sind, eine Verweigerung der Bewilligung zu begründen.

Art. 11 und 11b

Artikel 11 des Konkordats wird ein neuer Artikel (11b) über die Mitteilung von Daten durch Straf- oder kantonale oder kommunale Polizeibehörden an die zuständige Behörde beigelegt, damit diese die ihr obliegenden Aufgaben bei der Anwendung des Konkordats erfüllen kann. Es wird sich dabei um jene Angaben handeln, die für die Überprüfung der in den Artikeln 8 und 9 des Konkordats vorgesehenen Bedingungen massgebend sind.

Art. 12

Der Artikel 12 wurde vollständig überarbeitet. In Absatz 2 wird die in der Praxis gängige Erteilung von zeitweiligen Bewilligungen an Sicherheitsunternehmen zur Anstellung von Personal für bestimmte Veranstaltungen verankert. In Absatz 3 hält der Entwurf fest, dass die durch eine zuständige Behörde (eine Verwaltungs- oder Gerichtsbehörde) verfügten Bewilligungsentzüge oder -verweigerungen ihre Rechtskraft in allen Konkordatskantonen entfalten. Damit soll vermieden werden, dass Gesuchsteller, denen in einem Konkordatskanton eine Bewilligung regelkonform verweigert wurde, eine solche in einem anderen Konkordatskanton erlangen können, obwohl sich die tatsächlichen oder rechtlichen Verhältnisse bezüglich der Bewilligungsvoraussetzungen nicht geändert haben oder der Entscheid nicht nichtig ist.

Artikel 12 Abs. 4 räumt der Behörde die Möglichkeit ein, ihren Entscheid mit Auflagen zur Sicherstellung der Einhaltung der Gesetzgebung durch den Bürger zu versehen. Es handelt sich hierbei gemäss Doktrin um Klauseln, die im Dispositiv aufzuführen sind und die den Bürger verpflichten, etwas zu tun, zu unterlassen oder zu dulden.

Art. 13 Abs. 1 und 4

Die Bestimmungen des Artikels 13 Abs. 1 werden angepasst, um den neu eingeführten Anforderungen betreffend Hunde und Hundeführer (vgl. Art. 10a) Rechnung zu tragen. Absatz 4 seinerseits präzisiert die dringlichen Massnahmen, die nicht nur durch den Kanton, der keine Bewilligung ausgestellt hat, sondern auch durch den

Kanton, der mit der Angelegenheit befasst ist (Suspension der Bewilligung, Berufsausübungsverbot, ...) getroffen werden können.

Art. 14 Abs. 1 und 1^{bis}

Der Entwurf passt das geltende Recht der Praxis an (vgl. Art. 14 Abs. 1). In einem neuen Absatz 1^{bis} bestimmt er auch, dass Bewilligungsverweigerungen oder -entzüge den zuständigen Behörden der übrigen Konkordatskantone zur Information mitzuteilen sind.

Art. 14a

Mit diesem Artikel wird eine gesetzliche Grundlage geschaffen, aufgrund der die zuständigen Behörden in den Räumlichkeiten von Alarmzentralen Kontrollen hauptsächlich hinsichtlich des Bestandes des dem Konkordat unterstellten Personals vornehmen können. Zu beachten ist, dass die Bedienungsfachleute von Alarmzentralen zum Sicherheitspersonal gehören, das dem Konkordat unterstellt ist, und dass eine Kontrolle dieses Personals nur vor Ort möglich ist.

Art. 15 Abs. 3

Der Artikel 15 erhält einen neuen Absatz zur Präzisierung einer Verpflichtung, die alle dem Konkordat unterstellten Personen betrifft.

Diese Verpflichtung hatte bereits in der alten Genfer Gesetzgebung über die Sicherheitsunternehmen Bestand.

Art. 15a

Hier wurde aufgrund eines Vorschlages der Interparlamentarischen Kommission der Westschweiz ein neuer Artikel eingefügt. Die Pflicht, für die Weiterbildung zu sorgen, trifft alle Sicherheitsunternehmen. Die Verletzung dieser Pflicht wird strafrechtlich (vgl. Art. 22 Abs. 1 Bst. b) oder verwaltungsrechtlich (vgl. Art. 13) sanktioniert. Es obliegt der Konkordatskommission, die allfälligen Modalitäten der Kontrolle der Einhaltung dieser Verpflichtung festzulegen (vgl. Art. 28 Abs. 1).

Art. 16 Abs. 1

Der Artikel 16 Abs. 1 des Konkordats verdeutlicht in der vorgeschlagenen Fassung die Verpflichtung der dem Konkordat unterstellten Personen, die Aktion der Behörden und der Polizeiorgane nicht zu behindern. Es handelt sich hierbei um eine wesentliche Verpflichtung.

Art. 18 Abs. 1, 3 und 4

In den vorgeschlagenen Absätzen 1 und 3 des Artikels 18 wird die geltende Praxis gesetzlich geregelt. Seit Inkrafttreten des Konkordats stellen die zuständigen Behörden den Unternehmensleitern und den Sicherheitsagenten Legitimationsausweise in Kreditkartenformat aus, auf welchen die wichtigsten Elemente der Bewilligung verzeichnet sind. Die Konkordatskommission hat diesbezüglich ab Inkrafttreten des Konkordats die Praxis der Genfer Behörden übernommen.

Unabhängig davon dürfen die Unternehmen und die Sicherheitsagenten nach Belieben von eigenen Visitenkarten Gebrauch machen (vgl. Art. 18 Abs. 3).

Art. 22 Abs. 1 Bst. a und b

Der Buchstabe a des Artikels 22 Abs. 1 wird als Folge der Einführung eines Bewilligungssystems für Hundeführer geändert. Diese Bestimmung wird zudem gegenüber der bisherigen Fassung präzisiert, um den Personenkreis besser zu umschreiben, der bei einer Verletzung von Artikel 9 strafrechtlich belangt werden kann. Die strafrechtliche Verantwortlichkeit trifft somit nicht nur den Leiter eines Unternehmens, der ohne Bewilligung Personal anstellt, sondern auch den Sicherheitsagenten, der seine Tätigkeit ausübt, ohne dass sein Arbeitgeber hierfür eine Bewilligung erhalten hat.

Die Aufzählung der Artikel im Absatz 1, Buchstabe b wird zudem ergänzt, um der Einführung der Bewilligungspflicht in Artikel 15a Rechnung zu tragen.

Art. 28 Abs. 1 und 2

Absatz 1 des Artikels 28 des Entwurfs liefert eine genauere Umschreibung der wichtigsten Aufgabe der Konkordatskommission, welche darin besteht, für eine einheitliche Anwendung des Konkordats in den Konkordatskantonen zu sorgen. Dies erfolgt mit Hilfe von Richtlinien – die Kommission hat auch bereits solche erlassen – und in Einzelfällen über Weisungen, die den zuständigen Behörden auf Verlangen hin erteilt werden. Bis zum heutigen Zeitpunkt sind bereits mehrere ergänzende Richtlinien (vgl. ad Art. 8 Abs. 2: Richtlinie vom 27. September 2001 betreffend die Prüfung über die Kenntnisse der auf die Sicherheitsunternehmen anwendbaren Gesetzgebung; ad Art. 10a Abs. 3: Richtlinie vom 22. April 1999 bezüglich des Eignungstests für den Einsatz von Hunden durch Sicherheitsagenten) oder aber sogenannte auslegende Richtlinien als Hilfsmittel zuhanden der zuständigen Behörden (Richtlinien vom 9. Mai 2001 betreffend den Anwendungsbereich des Konkordats über die Sicherheitsunternehmen und die konkordatsrechtlichen Bewilligungsvoraussetzungen; Richtlinien vom 22. April 1999 betreffend die Anerkennung der durch Nichtkonkordatskantone erteilten Bewilligungen; Richtlinien vom 13. Juni 2002 über die Anwendung der Artikel 8 Abs. 1 Bst. d und 9 Abs. 1 Bst. c des Konkordats) erlassen worden. Was die Weisungen anbelangt, werden diese auf Verlangen der Behörde in Einzelfällen erteilt, wobei jedoch immer die zuständige Behörde die Entscheidungsverantwortung trägt.

Artikel 28 Abs. 2 seinerseits präzisiert die Informationsaufgaben der Konkordatskommission gegenüber der Konferenz (vgl. den Jahresbericht an die Konferenz) oder auch gegenüber den Bürgern.

4.2 Art. 2 und 3 der Änderungsvereinbarung

Der Entwurf zur Änderung des Konkordats regelt in Artikel 2 Situationen in der Übergangsphase. Es geht hierbei um die hängigen (administrativen und verwaltungsgerichtlichen) Verfahren sowie um Personen, denen die Kantone in Anwendung ihrer Gesetzgebung unter dem alten Recht bereits eine Hundeführerbewilligung erteilt haben.

Artikel 3 seinerseits legt die Modalitäten für das Inkrafttreten der Konkordatsänderungen fest und erwähnt, dass der Änderungsentwurf in Anwendung der bundesverfassungsrechtlichen Bestimmungen dem Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement mitgeteilt worden ist.

Wir beantragen Ihnen, diesen Dekretsentwurf anzunehmen.

Beilage: Stellungnahme der Interparlamentarischen Kommission der Westschweiz vom 4. Juni 2003

Protokoll der Sitzung vom 4. Juni 2003

INTERPARLAMENTARISCHE KOMMISSION DER WESTSCHWEIZ

ZUSAMMENFASSENDE BERICHT betreffend die Überprüfung des Vereinbarungsentwurfs zur Revision des Konkordats vom 18. Oktober 1996 über die Sicherheitsunternehmen

Die Interparlamentarische Kommission der Westschweiz, welche sich aus 6 Delegationen der Kommissionen für auswärtige Angelegenheiten der Parlamente der Kantone Waadt, Genf, Wallis, Freiburg, Neuenburg und Jura zusammensetzt und durch Grossrat Benoît Rey (FR) präsidiert wird,

hat den oben genannten Vereinbarungsentwurf in ihrer Sitzung am 4. Juni 2003 in Freiburg überprüft und unterbreitet der Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektoren der Westschweiz (WKJPD) über ihr Sekretariat folgende

Änderungsvorschläge:

Art. 7 Abs. 3

³ «Das als juristische Person errichtete Sicherheitsunternehmen muss eine verantwortliche Person bestimmen, der die Befugnis übertragen wird, es zu vertreten und bei Dritten zu verpflichten. **Diese Person muss in der Lage sein, ihre diesbezügliche Verantwortung wahrzunehmen.**»

Art. 8 Abs. 1 Bst. c

c) «**sie zahlungsfähig ist oder** gegen sie keine definitiven Verlustscheine ausgestellt worden sind.»

Art. 9 Abs. 1 Bst. d und e

d) «**sie zahlungsfähig ist oder** gegen sie keine definitiven Verlustscheine ausgestellt worden sind.»

e) «**dafür sorgt, dass das Sicherheitspersonal während des Anstellungsverhältnisses fachbezogene Weiterbildungskurse besuchen kann.**»

(Anmerkung: letztere Änderung wird von der WKJPD zur Wahrung der Kohärenz des Wortlauts neu zu formulieren sein. Ihre Sorge darum, eine Sensibilisierung für eine berufliche Weiterbildung während des Anstellungsverhältnisses zu erwecken, hat die Kommission – nach einer langen Verhandlung namentlich über den Vorschlag der freiburgischen Kommission für auswärtige Angelegenheiten, eine Empfehlung zu erlassen, und in Anbetracht der Möglichkeit, dass eine solche zu wenig Durchsetzungskraft haben könnte – bewogen, der WKJPD diese Ände-

rung vorzuschlagen, um sie in geeigneter Form in die Vereinbarung aufzunehmen)

Art. 10 b Abs. 1 und 2

¹ «Die Sicherheitsunternehmen, **die Leiter von Zweigstellen** und das Sicherheitspersonal (...)»

² «Die Sicherheitsunternehmen, **die Leiter von Zweigstellen** und das Sicherheitspersonal (...)»

Art. 12 Abs. 2

² «Die zuständige Behörde kann für eine bestimmte Veranstaltung eine zeitweilige Bewilligung ~~im Sinne von Artikel 9~~ erteilen. (...)»

(Anmerkung: die Kommission hat schliesslich die Änderung, so wie sie formuliert ist, fallen gelassen. Der WKJPD wurde jedoch vorgeschlagen, ausdrücklich zu erwähnen, dass diese zeitweiligen Bewilligungen die Sicherheitsagenten, wie sie in den Artikeln 9 und 10 beschrieben sind, betreffen)

Art. 15 Abs. 3

³ «**Die Personen**, die diesem Konkordat unterstellt sind (...)»

Art. 16 Abs. 1

¹ «**Die Personen**, die diesem Konkordat unterstellt sind (...)»

Art. 22 Abs. 1 Bst. a

a) «ohne Bewilligung Sicherheitstätigkeiten ausübt, Personal anstellt **oder Hunde einsetzt.** (...)»

Art. 2 Abs. 1 (allgemeine Klauseln)

¹ «Die (...) **administrativen und verwaltungsgerichtlichen** Verfahren (...)»

(Anmerkung: diese Änderung wurde angenommen mit der Präzisierung, in Anbetracht der verschiedenen kantonalen Terminologien, dass mit den gerichtlichen Verfahren Verfahren der Verwaltungsrechtspflege gemeint sind)

Art. 3 Abs. 2 (allgemeine Klauseln)

² Das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement hat am 22. April 2002 ~~mitgeteilt~~ **bestätigt**, dass diese Vereinbarung mit den Bestimmungen der Bundesverfassung vereinbar ist.

Schlussfolgerung

Die Interparlamentarische Kommission schlägt somit der WKJPD vor, die oben genannten Änderungen zu berücksichtigen. Sie freut sich bereits jetzt zu erfahren, welche Folge die WKJPD ihren Bemerkungen geben wird (Art. 5 Abs. 4 der «Vereinbarung über die Vereinbarungen»).

Bemerkung

Dieses Dokument ist eine Beilage zum Protokoll der Sitzung vom 4. Juni 2003

So beschlossen in Freiburg am 4. Juni 2003

Décret

du

**portant adhésion du canton de Fribourg à la convention
portant révision du concordat sur les entreprises de sécurité**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 48 de la Constitution fédérale;

Vu les articles 45 let. b et m et 52 al. 1 let. l de la Constitution du canton de Fribourg du 7 mai 1857;

Vu le message du Conseil d'Etat du 8 septembre 2003;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

Le canton de Fribourg adhère à la convention portant révision du concordat du 18 octobre 1996 sur les entreprises de sécurité, adoptée le 3 juillet 2003 par la Conférence des chefs des Départements de justice et police de Suisse romande, dont le texte suit le présent décret.

Art. 2

Le présent décret est soumis au referendum législatif.

Art. 3

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Dekret

vom

**über den Beitritt des Kantons Freiburg zur
Vereinbarung zur Revision des Konkordats über
die Sicherheitsunternehmen**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 48 der Bundesverfassung;

gestützt auf die Artikel 45 Bst. b und m und 52 Abs. 1 Bst. l der Staatsverfassung des Kantons Freiburg vom 7. Mai 1857;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 8. September 2003;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Der Kanton Freiburg tritt der Vereinbarung zur Revision des Konkordats vom 18. Oktober 1996 über die Sicherheitsunternehmen, welche am 3. Juli 2003 durch die Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektoren der Westschweiz angenommen wurde, bei. Ihr Wortlaut folgt diesem Dekret.

Art. 2

Dieses Dekret untersteht dem Gesetzesreferendum.

Art. 3

Der Staatsrat legt den Zeitpunkt des Inkrafttretens fest.

Convention

du 3 juillet 2003

portant révision du concordat sur les entreprises de sécurité

Art. 1

Le concordat du 18 octobre 1996 sur les entreprises de sécurité est modifié comme il suit:

Art. 5 Exceptions

¹ Les tâches de protection et de surveillance exercées par le personnel engagé par une personne physique ou morale au seul profit de celle-ci n'entrent pas dans le champ d'application du présent concordat. Il en va de même pour les tâches exercées par les membres de la personne morale elle-même.

² Les cantons sont compétents pour soumettre au présent concordat les activités visées à l'alinéa 1.

Art. 6 let. c (nouvelle)

[Au sens du présent concordat, on entend par:]

c) chef de succursale, la personne responsable d'un secteur d'activité géographiquement décentralisé de l'entreprise de sécurité, pour autant qu'elle dispose de compétences étendues dans la direction dudit secteur et dans la conduite des collaborateurs qui lui sont subordonnés.

Art. 7 al. 1 let. c (nouvelle), al. 2 et al. 3

[¹ Une autorisation est nécessaire pour:]

c) utiliser un chien pour l'exécution d'activités régies par le présent concordat.

Vereinbarung

vom 3. Juli 2003

zur Revision des Konkordats über die Sicherheitsunternehmen

Art. 1

Das Konkordat vom 18. Oktober 1996 über die Sicherheitsunternehmen wird wie folgt geändert:

Art. 5 Ausnahmen

¹ Die Schutz- und Überwachungsaufgaben, die vom Personal nur für die natürliche oder juristische Person, von der es angestellt wurde, ausgeübt werden, gehören nicht zum Geltungsbereich dieses Konkordats. Dasselbe gilt für die Aufgaben, die von Mitgliedern der juristischen Person selber ausgeführt werden.

² Die Kantone sind zuständig, um die Tätigkeiten nach Absatz 1 diesem Konkordat zu unterstellen.

Art. 6 Bst. c (neu)

[In diesem Konkordat versteht man unter:]

c) Leiter einer Zweigstelle diejenige Person, die für einen vom Sicherheitsunternehmen geografisch dezentralisierten Tätigkeitssektor verantwortlich ist, sofern sie über umfassende Kompetenzen in der Leitung dieses Sektors und in der Führung der ihr unterstellten Mitarbeiter verfügt.

Art. 7 Abs. 1 Bst. c (neu), Abs. 2 und Abs. 3

[¹ Eine Bewilligung ist erforderlich für:]

c) den Einsatz von Hunden bei der Ausübung einer in diesem Konkordat geregelten Tätigkeit.

² Elle est délivrée par l'autorité compétente du canton où l'entreprise a son siège ou, dans le cas de l'article 10, par l'autorité du canton où l'activité s'exerce ou, si plusieurs cantons sont concernés, par l'autorité compétente du canton qui assume le secrétariat de la Commission concordataire.

³ L'entreprise constituée en personne morale doit désigner un responsable auquel elle confère les pouvoirs pour la représenter et l'engager auprès des tiers. Celui-ci doit être en situation de pouvoir exercer ses responsabilités.

Art. 8 al. 1 let. a, c, d et f

[¹ L'autorisation d'exploiter ne peut être accordée que si le responsable:]

- a) est de nationalité suisse, ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Association européenne de libre-échange ou, pour les ressortissants d'autres Etats étrangers, titulaire d'un permis d'établissement;
- c) est solvable ou ne fait pas l'objet d'actes de défaut de biens définitifs;
- d) offre, par ses antécédents, par son caractère et son comportement, toute garantie d'honorabilité concernant la sphère d'activité envisagée. La Commission concordataire édicte des directives à cet égard;
- f) a subi avec succès l'examen portant sur la connaissance de la législation applicable en la matière.

Art. 9 al. 1 let. a, c, d (nouvelle) et al. 2

[¹ L'autorisation d'engager du personnel n'est accordée que si l'agent de sécurité ou le chef de succursale:]

- a) est de nationalité suisse, ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Association européenne de libre-échange ou, pour les ressortissants d'autres Etats étrangers, titulaire d'un permis d'établissement ou d'un permis de séjour depuis deux ans au moins;
- c) offre, par ses antécédents, par son caractère et son comportement, toute garantie d'honorabilité concernant la sphère d'activité envisagée. La Commission concordataire édicte des directives à cet égard;

² Sie wird erteilt durch die zuständige Behörde des Kantons, in dem das Sicherheitsunternehmen seinen Sitz hat oder, im Falle nach Artikel 10, durch die Behörde des Kantons, in dem die Tätigkeit ausgeübt wird, oder, wenn mehrere Kantone betroffen sind, durch die zuständige Behörde des Kantons, die das Sekretariat der Konkordatskommission führt.

³ Das als juristische Person errichtete Sicherheitsunternehmen muss eine verantwortliche Person bestimmen, der die Befugnis übertragen wird, es zu vertreten und bei Dritten zu verpflichten. Diese Person muss in der Lage sein, ihre diesbezügliche Verantwortung wahrzunehmen.

Art. 8 Abs. 1 Bst. a, c, d und f

[¹ Die Betriebsbewilligung wird einer Person nur erteilt, wenn:]

- a) sie Schweizer Bürgerin, Staatsangehörige eines Mitgliedstaates der Europäischen Union oder der Europäischen Freihandelsassoziation oder, für Angehörige anderer ausländischer Staaten, Inhaberin einer Niederlassungsbewilligung ist;
- c) sie zahlungsfähig ist oder gegen sie keine definitiven Verlustscheine ausgestellt worden sind;
- d) durch ihr Vorleben, ihren Charakter und ihr Verhalten ihre Ehrenhaftigkeit in Bezug auf das geplante Tätigkeitsumfeld vollständig gewährleistet ist. Die Konkordatskommission erlässt diesbezüglich Richtlinien;
- f) sie mit Erfolg die Prüfung über die Kenntnisse der anwendbaren einschlägigen Gesetzgebung abgelegt hat.

Art. 9 Abs. 1 Bst. a, c, d (neu) und Abs. 2

[¹ Die Bewilligung für die Anstellung von Personal wird nur erteilt, wenn der Sicherheitsagent oder der Leiter der Zweigstelle:]

- a) Schweizer Bürger, Staatsangehöriger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union oder der Europäischen Freihandelsassoziation oder, für Angehörige anderer ausländischer Staaten, seit mindestens zwei Jahren Inhaber einer Niederlassungs- oder Aufenthaltsbewilligung ist;
- c) durch sein Vorleben, seinen Charakter und sein Verhalten vollständige Gewähr für seine Ehrenhaftigkeit in Bezug auf das geplante Tätigkeitsumfeld leistet. Die Konkordatskommission erlässt diesbezüglich Richtlinien;

d) est solvable ou ne fait pas l'objet d'actes de défaut de biens définitifs.

² En outre, le chef de succursale doit avoir subi avec succès l'examen prévu à l'article 8 al. 1 let. f.

Art. 10 al. 1 et 3

¹ Les responsables et les agents des entreprises de sécurité qui n'ont ni siège ni succursale dans l'un des cantons concordataires ne peuvent y exercer une activité qu'après autorisation délivrée aux conditions de l'article 9 du présent concordat.

³ L'autorité compétente examine l'équivalence des autorisations qui ne sont pas délivrées par les cantons concordataires. Elle détermine, au vu des attestations produites, si les requérants doivent à nouveau démontrer la réalisation des conditions personnelles des autorisations.

Art. 10a (nouveau) d) Autorisation d'utiliser un chien

¹ Les agents de sécurité qui utilisent des chiens pour l'exécution des activités régies par le concordat doivent être au bénéfice d'une autorisation délivrée à cet effet.

² L'autorisation n'est accordée que si, par un test d'aptitudes, il est démontré que:

- a) le maître-chien est apte à conduire son chien;
- b) le chien utilisé est formé à exercer les activités régies par le concordat.

³ Le test d'aptitudes est organisé par le canton de siège de l'entreprise ou de sa succursale. Ses modalités sont réglées par la Commission concordataire.

⁴ L'autorité compétente examine l'équivalence des éventuelles attestations d'aptitudes ou autorisations déjà délivrées au maître-chien. Elle détermine, au vu des attestations produites, si les requérants doivent à nouveau passer, en tout ou en partie, le test d'aptitudes.

Art. 10b (nouveau) Procédure

¹ Les entreprises de sécurité, les chefs de succursales et les agents de sécurité sont tenus de collaborer à l'établissement des faits.

d) zahlungsfähig ist oder gegen ihn keine definitiven Verlustscheine ausgestellt worden sind.

² Ausserdem muss der Leiter einer Zweigstelle die in Artikel 8 Abs. 1 Bst. f vorgesehene Prüfung mit Erfolg abgelegt haben.

Art. 10 Abs. 1 und 3

¹ Die Leiter und das Sicherheitspersonal von Sicherheitsunternehmen, die weder ihren Sitz noch eine Zweigstelle in einem der Konkordatskantone haben, dürfen eine Tätigkeit dort nur nach Erhalt einer zu den Bedingungen des Artikels 9 dieses Konkordats erteilten Bewilligung ausüben.

³ Die zuständige Behörde prüft die Gleichwertigkeit der nicht durch Konkordatskantone erteilten Bewilligungen. Sie bestimmt unter Berücksichtigung der vorgelegten Bescheinigungen, ob die Gesuchsteller erneut nachzuweisen haben, dass die persönlichen Voraussetzungen für eine Bewilligung erfüllt sind.

Art. 10a (neu) d) Bewilligung für den Einsatz von Hunden

¹ Das Sicherheitspersonal, das für Tätigkeiten im Sinne des Konkordats Hunde einsetzt, muss im Besitz einer entsprechenden Bewilligung sein.

² Die Bewilligung wird nur erteilt, wenn durch einen Eignungstest erwiesen ist:

- a) dass der Hundeführer fähig ist, seinen Hund zu führen;
- b) dass der Hund für den Einsatz bei Tätigkeiten im Sinne des Konkordats ausgebildet ist.

³ Der Eignungstest wird durch jenen Kanton organisiert, in welchem sich der Sitz des Unternehmens oder seiner Zweigstelle befindet. Die Konkordatskommission regelt die Modalitäten des Tests.

⁴ Die zuständige Behörde prüft, ob die dem Hundeführer allenfalls bereits erteilten Befähigungsbescheinigungen oder Bewilligungen als gleichwertig anerkannt werden können. Sie bestimmt unter Berücksichtigung der vorgelegten Bescheinigungen, ob die Gesuchsteller den Eignungstest erneut vollständig oder teilweise abzulegen haben.

Art. 10b (neu) Verfahren

¹ Die Sicherheitsunternehmen, die Leiter von Zweigstellen und das Sicherheitspersonal haben an der Feststellung des Sachverhalts mitzuwirken.

² Les entreprises de sécurité produisent, à l'appui de leur requête d'engager du personnel, une attestation, émanant de la personne concernée, selon laquelle cette dernière consent à ce que l'autorité compétente fasse si nécessaire état, dans la décision, de données ressortant des dossiers de police. A ce défaut, l'autorité compétente n'entre pas en matière.

³ Les documents produits à l'appui des requêtes ne doivent pas dater, lors de leur production, de plus de trois mois. Les requérants étrangers produisent les documents et les attestations nécessaires délivrées par l'autorité compétente du pays d'origine ou de provenance.

⁴ L'autorité compétente peut suspendre la procédure si la décision dépend de l'issue d'une procédure pénale concernant le requérant.

Art. 11 titre médian

Communications

a) des entreprises de sécurité

Art. 11b (nouveau) b) des autorités cantonales

¹ Les autorités judiciaires des cantons concordataires communiquent aux autorités cantonales compétentes, sous une forme appropriée, les décisions et jugements pénaux rendus, ainsi que toute information sur la procédure pénale en cours concernant les personnes soumises au présent concordat.

² Les autorités cantonales compétentes ont accès aux données de police, conservées par les polices des cantons concordataires, concernant les personnes soumises au présent concordat.

³ Les données concernées sont celles dont l'autorité compétente a besoin pour l'accomplissement de sa tâche.

Art. 12 Validité des décisions

¹ L'autorisation accordée par une autorité compétente est valable dans l'ensemble des cantons concordataires. Elle est valable quatre ans et renouvelable sur demande du titulaire.

² L'autorité compétente peut, s'il s'agit d'une manifestation déterminée, accorder pour les agents de sécurité une autorisation limitée dans le temps. Dans ce cas, aucune carte de légitimation n'est délivrée et un émolument réduit est perçu.

² Die Sicherheitsunternehmen legen ihrem Gesuch um Erteilung einer Bewilligung für die Anstellung von Personal eine Erklärung der betroffenen Person bei, wonach diese einwilligt, dass die zuständige Behörde, wenn nötig in ihrem Entscheid Daten aus den Polizeiakten bekannt gibt. Fehlt diese Erklärung, so tritt die zuständige Behörde auf das Gesuch nicht ein.

³ Die den Gesuchen beigelegten Dokumente dürfen bei ihrer Einreichung nicht älter als drei Monate sein. Die ausländischen Gesuchsteller haben die durch die zuständige Behörde des Heimat- oder Herkunftsstaates erteilten Dokumente und Bescheinigungen einzureichen.

⁴ Die zuständige Behörde kann das Verfahren suspendieren, wenn der Entscheid vom Ausgang eines den Gesuchsteller betreffenden Strafverfahrens abhängt.

Art. 11 Artikelüberschrift

Meldungen

a) der Sicherheitsunternehmen

Art. 11b (neu) b) der kantonalen Behörden

¹ Die Gerichtsbehörden der Konkordatskantone teilen den zuständigen kantonalen Behörden in geeigneter Form die ergangenen Strafentscheide und -urteile sowie alle Informationen über laufende Strafverfahren betreffend Personen, die diesem Konkordat unterstellt sind, mit.

² Die zuständigen Behörden haben Zugriff auf die polizeilichen Daten, die von den Polizeistellen der Konkordatskantone über die diesem Konkordat unterstellten Personen angelegt werden.

³ Bei den betreffenden Daten handelt es sich um Angaben, welche die zuständige Behörde für die Ausübung ihrer Tätigkeit benötigt.

Art. 12 Gültigkeit der Entscheide

¹ Die von einer zuständigen Behörde erteilte Bewilligung ist in allen Konkordatskantonen gültig. Sie ist für vier Jahre gültig und kann auf Verlangen des Inhabers erneuert werden.

² Die zuständige Behörde kann für eine bestimmte Veranstaltung dem Sicherheitspersonal eine zeitweilige Bewilligung erteilen. In diesem Fall wird kein Legitimationsausweis ausgestellt und eine reduzierte Gebühr erhoben.

³ Les décisions de refus ou de retrait d'autorisations ainsi que les autres mesures prises par les autorités compétentes des cantons concordataires ont force de chose décidée ou jugée dans tous les cantons concordataires.

⁴ L'autorité compétente peut assortir sa décision de charges destinées à assurer le respect de la législation concernant les entreprises de sécurité.

Art. 13 al. 1 et 4

¹ L'autorité qui a accordé l'autorisation doit la retirer lorsque les conditions prévues aux articles 8, 9 et 10a ne sont plus remplies ou lorsque son titulaire contrevient gravement ou à de réitérées reprises aux dispositions du présent concordat ou de la législation cantonale d'application.

⁴ Demeurent réservées les mesures provisionnelles, notamment la suspension de l'autorisation ou l'interdiction de pratiquer, que peut prendre l'autorité décisionnelle compétente ou l'autorité du canton où s'exerce l'activité lorsque l'entreprise ou l'un de ses agents viole gravement la loi ou le concordat.

Art. 14 al. 1 et 1^{bis} (nouveau)

¹ Les autorités compétentes des cantons concordataires dans lesquels pratiquent des agents ou une entreprise de sécurité communiquent à l'autorité compétente pour prendre des mesures tout fait pouvant entraîner le refus ou le retrait de l'autorisation ainsi que toutes les décisions prises à leur égard en vertu du droit cantonal.

^{1bis} Les décisions de refus ou de retrait d'autorisations sont communiquées, sous une forme appropriée, aux autorités compétentes des autres cantons concordataires.

Art. 14a (nouveau) Contrôles

L'autorité compétente peut en tout temps faire procéder à des contrôles dans les locaux des centrales d'alarme afin d'y vérifier l'application du présent concordat.

³ Entschiede über die Ablehnung oder den Entzug einer Bewilligung sowie die übrigen von den zuständigen Behörden der Konkordatskantone getroffenen Massnahmen sind in allen Konkordatskantonen rechtskräftig.

⁴ Die zuständige Behörde kann ihren Entscheid mit Auflagen für die Sicherstellung der Einhaltung der Gesetzgebung über die Sicherheitsunternehmen versehen.

Art. 13 Abs. 1 und 4

¹ Die Behörde, welche die Bewilligung erteilt hat, muss diese entziehen, wenn die in den Artikeln 8, 9 und 10a vorgesehenen Bedingungen nicht mehr erfüllt sind oder wenn der Bewilligungsinhaber schwer oder mehrmals gegen die Bestimmungen dieses Konkordats oder die kantonale Ausführungsgesetzgebung verstösst.

⁴ Vorbehalten bleiben die vorsorglichen Massnahmen, insbesondere die Suspendierung der Bewilligung oder das Berufsausübungsverbot, welche die zuständige Entscheidbehörde oder die Behörde des Kantons, in dem die Tätigkeit ausgeübt wird, anordnen kann, wenn das Sicherheitsunternehmen oder dessen Personal in schwerwiegender Weise gegen das Gesetz oder das Konkordat verstösst.

Art. 14 Abs. 1 und 1^{bis} (neu)

¹ Die zuständigen Behörden der Konkordatskantone, in denen das Sicherheitspersonal oder ein Sicherheitsunternehmen tätig ist, melden der für die Anordnung von Massnahmen zuständigen Behörde jede Tatsache, welche die Verweigerung oder den Entzug der Bewilligung zur Folge haben könnte, sowie jede weitere gegen diese in Anwendung des kantonalen Rechts getroffene Verfügung.

^{1bis} Bewilligungsverweigerungen oder -entzüge werden in geeigneter Form den zuständigen Behörden der übrigen Konkordatskantone mitgeteilt.

Art. 14a (neu) Kontrollen

Die zuständige Behörde kann in den Räumlichkeiten der Alarmzentralen jederzeit Kontrollen zur Überprüfung der Anwendung dieses Konkordats vornehmen lassen.

Art. 15 al. 3 (nouveau)

³ Toute personne soumise au présent concordat a l'interdiction d'accepter des missions dont l'exécution les expose à enfreindre la législation.

Art. 15a (nouveau) Formation continue

Les entreprises de sécurité garantissent à leur personnel des cours de sensibilisation à la profession en cours d'emploi.

Art. 16 al. 1

¹ Toute personne soumise au présent concordat a l'interdiction d'entraver l'action des autorités et des organes de police.

Art. 18 al. 1, 3 et 4 (nouveau)

¹ Les personnes exerçant leur activité en dehors des locaux de l'entreprise doivent être munies d'une carte de légitimation, délivrée par l'autorité compétente, exposant le dispositif de l'autorisation. L'article 12 al. 2 est réservé.

³ Les cartes de visite, le matériel de correspondance et la publicité commerciale ne doivent pas faire naître l'idée qu'une fonction officielle est exercée.

⁴ Toute forme de publicité inconvenante ou fondée sur l'exacerbation d'un sentiment d'insécurité est interdite.

Art. 22 al. 1

¹ Est passible des arrêts ou de l'amende celui qui:

- a) pratique, emploie du personnel ou utilise un chien, sans être au bénéfice d'une autorisation;
- b) contrevient aux dispositions des articles 11, 15a, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 al. 2.

Art. 28 al. 1 et 2

¹ La Commission concordataire veille à une application uniforme du concordat dans les cantons concordataires. A cet effet, elle prend les directives nécessaires et donne aux autorités compétentes, sur requête, des instructions dans des cas d'espèce.

Art. 15 Abs. 3 (neu)

³ Die Personen, die diesem Konkordat unterstellt sind, dürfen keine Aufträge annehmen, deren Erfüllung sie veranlassen könnte, gegen die Gesetzgebung zu verstossen.

Art. 15a (neu) Weiterbildung

Die Sicherheitsunternehmen sorgen dafür, dass das Sicherheitspersonal während des Anstellungsverhältnisses fachbezogene Weiterbildungskurse besuchen kann.

Art. 16 Abs. 1

¹ Die diesem Konkordat unterstellten Personen dürfen die Aktion der Behörden und der Polizeiorgane nicht behindern.

Art. 18 Abs. 1, 3 und 4 (neu)

¹ Personen, die ihre Tätigkeit ausserhalb der Räume des Unternehmens ausüben, haben einen von der zuständigen Behörde ausgestellten, das Dispositiv der Bewilligung enthaltenden Legitimationsausweis bei sich zu tragen. Artikel 12 Abs. 2 bleibt vorbehalten.

³ Die Visitenkarten, das Briefmaterial und die geschäftliche Werbung dürfen nicht den Eindruck entstehen lassen, dass eine amtliche Funktion ausgeübt wird.

⁴ Jede Form von unpassender oder auf Bestärkung eines Unsicherheitsgefühls beruhender Werbung ist untersagt.

Art. 22 Abs. 1

¹ Mit Haft oder Busse wird bestraft, wer:

- a) ohne Bewilligung Sicherheitstätigkeiten ausübt, Personal anstellt oder Hunde einsetzt;
- b) gegen die Bestimmungen der Artikel 11, 15a, 16, 17, 18, 19, 20 und 21 Abs. 2 verstösst.

Art. 28 Abs. 1 und 2

¹ Die Konkordatskommission sorgt für eine einheitliche Anwendung des Konkordats in den Konkordatskantonen. Sie erlässt hierzu die notwendigen Richtlinien und erteilt den zuständigen Behörden auf Verlangen Weisungen in Einzelfällen.

² La Commission concordataire informe périodiquement la Conférence et peut lui proposer de nouvelles dispositions ou lui adresser des recommandations concernant les améliorations à apporter au concordat. Elle peut informer les administrés sur les questions liées à l'application du concordat.

Art. 2

¹ Les procédures administratives et judiciaires pendantes à l'entrée en vigueur de la présente convention modificatrice sont régies par le nouveau droit.

² Les attestations d'aptitudes et les éventuelles autorisations déjà délivrées par les autorités compétentes aux maîtres-chiens sur la base du droit des cantons concordataires sont reconnues comme équivalentes aux autorisations prévues par l'article 10a, introduit par la présente convention. Le nouveau droit concordataire s'applique à l'échéance des attestations et des autorisations délivrées sur la base de l'ancien droit.

Art. 3

¹ La présente convention entre en vigueur lorsque trois cantons au moins y ont adhéré.

² Le Département fédéral de justice et police a confirmé le 22 avril 2002 que la présente convention respectait les dispositions constitutionnelles fédérales.

La présente convention est adoptée le 3 juillet 2003 par les membres suivants de la Conférence des chefs des Départements de justice et police de Suisse romande:

Claude GRANDJEAN, conseiller d'Etat, chef de la Direction de la sécurité et de la justice du canton de Fribourg

Jean-Claude MERMOUD, conseiller d'Etat, chef du Département de la sécurité et de l'environnement du canton de Vaud

Jean-René FOURNIER, conseiller d'Etat, chef du Département de l'économie, des institutions et de la sécurité du canton du Valais

Monika DUSONG, conseillère d'Etat, cheffe du Département de la justice, de la santé et de la sécurité du canton de Neuchâtel

Micheline SPOERRI, conseillère d'Etat, cheffe du Département de justice, police et sécurité du canton de Genève

Claude HÊCHE, ministre, chef du Département de la santé, des affaires sociales et de la police du canton du Jura

² Die Konkordatskommission informiert die Konferenz periodisch und kann ihr neue Bestimmungen beantragen oder Empfehlungen hinsichtlich Verbesserungen des Konkordats unterbreiten. Sie kann die Bürger über Fragen in Zusammenhang mit der Anwendung des Konkordats informieren.

Art. 2

¹ Die bei Inkrafttreten dieser Änderungsvereinbarung hängigen administrativen und verwaltungsgerichtlichen Verfahren werden nach dem neuen Recht geregelt.

² Die den Hundeführern auf einer Rechtsgrundlage der Konkordatskantone bereits erteilten Fähigkeitsbescheinigungen und allfälligen Bewilligungen werden als den in Artikel 10a vorgesehenen, mit dieser Vereinbarung eingeführten Bewilligungen gleichwertig anerkannt. Das neue Konkordatsrecht ist nach Ablauf der nach altem Recht ausgestellten Bescheinigungen und Bewilligungen anzuwenden.

Art. 3

¹ Diese Vereinbarung tritt in Kraft, wenn ihr wenigstens drei Kantone beigetreten sind.

² Das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement hat am 22. April 2002 bestätigt, dass diese Vereinbarung mit den Bestimmungen der Bundesverfassung vereinbar ist.

Diese Vereinbarung wird am 3. Juli 2003 durch folgende Mitglieder der Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektoren der Westschweiz angenommen:

Staatsrat Claude GRANDJEAN, Vorsteher der Sicherheits- und Justizdirektion des Kantons Freiburg

Staatsrat Jean-Claude MERMOUD, Vorsteher des Justiz-, Polizei- und Militärdepartementes des Kantons Waadt

Staatsrat Jean-René FOURNIER, Vorsteher des Departementes für Volkswirtschaft, Institutionen und Sicherheit des Kantons Wallis

Staatsrätin Monika DUSONG, Vorsteherin des Departementes für Justiz, Gesundheit und Sicherheit des Kantons Neuenburg

Staatsrätin Micheline SPOERRI, Vorsteherin des Departementes für Justiz, Polizei und Sicherheit des Kantons Genf

Minister Claude HÊCHE, Vorsteher des Departementes für Gesundheit, Soziales und Polizei des Kantons Jura